

PRINTEMPS 2012

Nicolas Sarkozy et l'actuelle majorité présidentielle ont rendez-vous avec la BRETAGNE RÉUNIE !

Aujourd'hui, nombreux sont les Bretons qui attendent des candidats à l'élection présidentielle et aux élections législatives, des engagements clairs et précis qui leur permettront de penser qu'en juin prochain, le Président de la République et la nouvelle Assemblée nationale seront bien prêts à lancer, parmi les importantes réformes de début du quinquennat, celle qui renforcera vraiment la décentralisation française et la mettra davantage au service de « grands projets de territoires » aptes à faire gagner le pays dans le combat européen et mondial de la compétitivité et de la création d'emplois et de richesse.

Alors qu'au niveau national, les déficits et les dettes menacent gravement l'indépendance et la souveraineté du pays, il est en effet plus que temps de **relever le défi d'une décentralisation à la fois mieux conçue, plus efficace et plus puissante.**

Depuis les lois Mauroy-Defferre de 1982-83 qui ont mis en place la décentralisation, les collectivités locales et en particulier les régions, ont pris un essor considérable. **Pourtant, elle reste encore trop souvent critiquable pour ses incohérences et ses gaspillages nés d'une complication administrative et d'une personnalisation souvent excessive des pouvoirs politiques locaux.**

L'exemple qui est à la fois le plus symbolique et le plus handicapant pour les régions concernées, est certainement la division de la Bretagne, avec le maintien du département de la Loire-Atlantique dans la

région artificielle des « Pays de la Loire », imaginée en 1941 sous le régime de Vichy, confirmée par les appareils technocratiques des IV^{ème} et V^{ème} Républiques et imposée aux élus et aux citoyens.

En effet ...

- alors que l'image et la réalité de la **Bretagne** ont considérablement évolué de façon positive ces cinquante dernières années,

- alors que le territoire voisin du **Val de Loire** est, à présent, reconnu mondialement par le label « Patrimoine mondial de l'humanité UNESCO », qu'il se structure et que l'idée de rebaptiser la région « Centre » elle-même en « **Val de Loire** » apparaît de plus en plus pertinente au regard de ses dimensions historique, géographique... et humaine,

- alors que l'on parle officiellement avec insistance de la Réunification de la **Normandie**...

... **Cette «région» artificielle des « Pays de la Loire »,** pur produit de la plus radicale des technocraties, gérée successivement par la Droite puis par la Gauche, persiste malgré tout à défier la démocratie la plus élémentaire par sa seule existence et sa propagande dispendieuse.

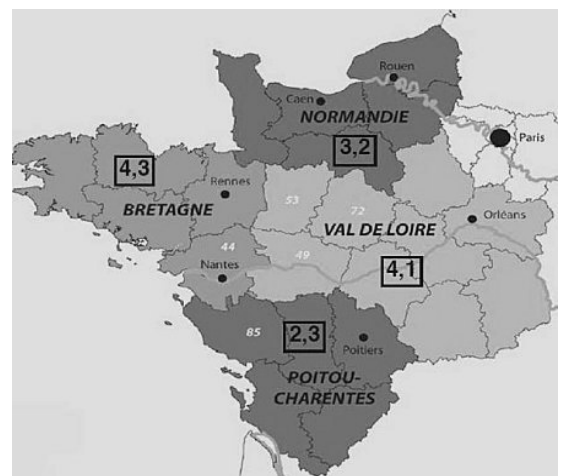
Incomprise par la population et imposée par un **lobbysme absurde**, cette organisation territoriale cherche à effacer progressivement la millénaire identité bretonne de la Loire-Atlantique (elle date du X^e siècle !) ...et lui substituer une chimérique identité « Grand-Ouest » où personne ne s'y retrouverait... excepté, il va de soi, les susnommés technocrates... !

Que réclament les Bretons ? Un Nord-Ouest cohérent et plus fort !

Il est temps de relever le défi et de relancer la décentralisation pour permettre la reconnaissance (enfin !) de régions à dimension européenne. **La meilleure solution pour le Nord-Ouest, solution à la fois ambitieuse, à dimension humaine et respectueuse des identités, c'est la réorganisation de ce vaste territoire en quatre régions selon le schéma :**

- Bretagne (Réunifiée = 22+29+35+44+56)
- Normandie (Réunifiée)
- Val-de-Loire
- Poitou / Charentes

□ = millions d'habitants en 2010



Ces dernières années, plusieurs initiatives ont été prises pour faire avancer ce projet

Ce furent d'abord le conseil régional de Bretagne, sous les présidences de Josselin de Rohan (RPR-UMP) puis de Jean-Yves Le Drian (PS), le conseil général de Loire-Atlantique, sous les présidences d'André Trillard (UMP), puis de Patrick Mareschal (PS) et, tout récemment, le conseil général du Morbihan, sous la présidence de François Goulard (UMP), qui délibérèrent (les premiers à plusieurs reprises et à l'unanimité) pour demander que soient engagées les procédures parlementaires et administratives pour permettre la réunification de la Bretagne.

Ce fut encore Nicolas Sarkozy, Président de la République, qui n'hésita pas lors du congrès des maires de novembre 2008, à poser clairement la question du retour de Nantes et de la Loire-Atlantique en région Bretagne mais aussi de la réunification de la Normandie.

Ce fut aussi la présentation du pré-rapport Balladur durant l'hiver 2008-2009 qui proposa à la fois le retour de la Loire-

Atlantique en région Bretagne, l'attribution du statut de métropole à l'agglomération nantaise et, sous certaines conditions, à l'agglomération rennaise.

Ce furent enfin de nombreux conseils municipaux des 5 départements bretons qui, à deux reprises, en 2001 puis en 2009-2010, approuvèrent une délibération demandant la réunification, et plus de 5000 élus qui signèrent la Charte de la Réunification proposée par Bretagne Réunie.

On compte aussi plusieurs initiatives parlementaires, dont la dernière, en décembre dernier, fut portée par les députés Marc Le Fur (UMP), François de Rugy (Europe Écologie les Verts) et soutenue par plusieurs députés bretons et autres, de différentes origines politiques (PS, UMP, Nouveau Centre), dont l'objectif était de trouver les moyens de simplifier et faciliter le retour de la Loire-Atlantique dans sa région d'origine, la Bretagne, tout en proposant une recomposition régionale du Nord-Ouest en 4 régions naturelles au lieu de 6 régions artificielles.

AUJOURD'HUI, nous sommes à nouveau à la croisée des chemins !

Si Nicolas Sarkozy est réélu en mai et si l'actuelle majorité présidentielle est, dans la foulée, reconduite en juin, nous attendons comme beaucoup de Bretons, **que le Président de la République, en son début de second quinquennat, dans le cadre de la concrétisation de la « réforme territoriale » votée en 2010-2011, lance et facilite la réussite d'une dynamique qui permettra :**

- à la Bretagne de retrouver son unité
- aux 4 régions du Nord-Ouest, redimensionnées et renforcées, de peser davantage au niveau européen et mondial et d'apporter à moyen terme à leurs

populations, un dynamisme économique plus fort et une solidarité plus grande.

Alors que toutes les enquêtes d'opinion réalisées ces vingt dernières années, indiquent qu'une très large majorité d'habitants (autour des 2/3) de Loire-Atlantique et des quatre autres départements bretons sont favorables à la Réunification bretonne, peut-on longtemps encore refuser de voir les choses en face et de laisser s'exprimer la démocratie dans le cadre d'un débat ouvert, citoyen, pédagogique et participatif ?

**Ce n'est plus le temps d'avoir peur ou d'hésiter ...
En avant pour la réunification de la Bretagne !**



Adhérez à Bretagne Réunie :

- | | |
|---------------------------|------|
| • Cotisation individuelle | 24 € |
| • Première adhésion | 12 € |
| • Faible revenu | 5 € |
| • Association | 35 € |

En nous communiquant :

- NOM, prénom
- Courriel ou adresse postale

Bretagne Réunie, Membre de la plateforme de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne

BP 49032, 44090 NANTES/NAONED CEDEX 1

Contact : +33 (0)6 82 67 19 46 – www.bretagne-reunie.org – Courriel : contact@bretagne-reunie.org